

PARTIE OFFICIELLE

- DECRET ET ARRETES -

A - TEXTE DE PORTEE GENERALE

PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT

Décret n° 2018-412 du 9 novembre 2018
portant création, attributions et organisation de la
commission nationale d'élaboration de la stratégie
nationale de développement de la statistique 2018-2022

Le Premier ministre,
chef du Gouvernement,

Vu la Constitution ;
Vu la loi organique n° 36-2017 du 3 octobre 2017 relative
aux lois de finances ;
Vu la loi n° 8-2009 du 28 octobre 2009 sur la statis-
tique ;
Vu le décret n° 2017-371 du 21 août 2017 portant
nomination du Premier ministre, chef du Gouver-
nement ;
Vu le décret n° 2017-373 du 22 août 2017 portant
nomination des membres du Gouvernement,

Décète :

Chapitre 1 : De la création

Article premier : Il est créé, sous l'autorité du Premier
ministre, chef du Gouvernement, une commission
nationale d'élaboration de la stratégie nationale de
développement de la statistique 2018-2022.

Chapitre 2 : Des attributions et de l'organisation

Article 2 : La commission nationale d'élaboration de la
stratégie nationale de développement de la statistique
2018-2022 est chargée, notamment, de :

- superviser et exécuter les études et travaux
techniques nécessaires à l'élaboration de la
stratégie nationale de développement de la
statistique 2018-2022 ;
- procéder aux arbitrages et à la validation des
différents livrables de la stratégie nationale de
développement de la statistique 2018-2022.

Article 3 : La commission nationale d'élaboration de la
stratégie nationale de développement de la statistique
2018-2022 comprend les organes ci-après :

- le comité de pilotage ;
- la coordination technique ;
- les comités techniques sectoriels.

Section 1 : Du comité de pilotage

Article 4 : Le comité de pilotage est l'organe d'orientation
stratégique et d'approbation des travaux de la stratégie
nationale de développement de la statistique 2018-
2022.

A ce titre, il est chargé, notamment, de :

- assurer la supervision de tout le processus
d'élaboration de la stratégie nationale de
développement de la statistique 2018-2022 ;
- organiser le débat d'orientation stratégique ;
- définir la stratégie de base de la stratégie
nationale de développement de la statistique
2018-2022 ;
- valider les résultats des travaux de la
coordination technique et les soumettre à la
commission supérieure de la statistique pour
avis, avant approbation par le Gouvernement ;
- accomplir toute autre mission en rapport
avec l'élaboration de la stratégie nationale de
développement de la statistique 2018-2022.

Article 5 : Le comité de pilotage est composé ainsi qu'il
suit :

président : le Premier ministre, chef du Gouvernement ;
premier vice-président : le ministre chargé de la
statistique ;
deuxième vice-président : le ministre chargé des finances ;
secrétaire : le directeur général de l'institut national
de la statistique ;

membres :

- le ministre chargé de l'agriculture ;
- le ministre chargé de l'économie ;
- le ministre chargé de l'enseignement de base ;
- le ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
- le ministre chargé de l'enseignement technique ;
- le ministre chargé de la santé ;
- le ministre chargé du développement durable ;
- le ministre chargé de l'administration du
territoire.

Article 6 : Le président du comité de pilotage invite pour
avis, le cas échéant, les institutions, administrations
et structures ci-après :

- la banque des Etats de l'Afrique centrale ;
- la banque de développement des états de
l'Afrique centrale ;
- les chambres de commerce et de l'industrie ;
- les partenaires techniques et financiers ;
- l'organisation patronale la plus représentative ;
- la plate-forme des organisations non
gouvernementales la plus représentative.

Les représentants des institutions, administrations
et structures invitées prennent part aux réunions du
comité de pilotage, sans voix délibérative.

Section 2 : De la coordination technique

Article 7 : La coordination technique est l'organe d'exécution des orientations et décisions arrêtées par le comité de pilotage.

A ce titre, elle est chargée, notamment, de :

- élaborer les documents à soumettre à l'approbation du comité de pilotage ;
- coordonner les activités des comités techniques sectoriels ;
- interagir avec les partenaires au développement, l'équipe des experts nationaux et internationaux et recevoir l'appui technique inhérent.

Article 8 : La coordination technique est composée ainsi qu'il suit :

coordonnateur : le ministre chargé de la statistique ;
 coordonnateur adjoint : le directeur de cabinet du ministre chargé de la statistique ;
 rapporteur : le directeur général de l'institut national de la statistique ;

membres :

- le conseiller économique du Président de la République ;
- le conseiller économique du Premier ministre ;
- le directeur général du plan et du développement ;
- le directeur général du centre d'application de la statistique et de la planification ;
- le directeur général du centre d'étude et d'évaluation des projets d'investissement ;
- le directeur général de l'agriculture ;
- le directeur général de l'économie ;
- le directeur général du budget ;
- le directeur général de l'enseignement de base ;
- le directeur général de l'enseignement technique et professionnel ;
- le directeur général de l'enseignement supérieur ;
- le directeur général de la formation qualifiante et de l'emploi ;
- le directeur général des hôpitaux et de l'organisation des soins ;
- le directeur général de l'énergie ;
- le directeur général de la fonction publique ;
- le directeur général du développement durable ;
- le directeur général de la sécurité sociale ;
- le directeur général de l'administration du territoire ;
- un représentant de l'Assemblée nationale ;
- un représentant du Sénat.

Article 9 : La coordination technique est assistée d'un secrétariat.

Le secrétariat de la coordination technique est composé ainsi qu'il suit :

chef de secrétariat : le directeur de la programmation, de la coordination et de l'harmonisation statistique à l'institut national de la statistique ;

membres :

- les chefs de service de la direction de la programmation, de la coordination et de l'harmonisation statistiques à l'institut national de la statistique ;
- les responsables des comités techniques sectoriels ;
- le chargé de la reprographie.

Section 3 : Des comités techniques sectoriels

Article 10 : Le coordonnateur met en place les comités techniques sectoriels.

Ils sont chargés, notamment, de :

- élaborer la stratégie de leurs secteurs respectifs ;
- préparer les plans d'action de la stratégie nationale de développement de la statistique 2018-2022 ;
- exécuter toute autre tâche technique en relation avec l'élaboration de la stratégie nationale de développement de la statistique 2018-2022.

Article 11 : La commission nationale d'élaboration de la stratégie nationale de développement de la statistique comprend les comités techniques sectoriels ci-après :

- comité statistiques démographiques, judiciaires et sociales (santé, éducation, emploi, travail et démographie, justice et droit de l'homme) ;
- comité statistiques économiques et financières (comptabilité nationale, prix, industrie, échanges commerciaux, autres statistiques sectorielles, autres statistiques macroéconomiques et conjoncturelles) ;
- comité statistiques du secteur rural et de l'environnement (agriculture, élevage, pêche, chasse, eaux et forêts, hydraulique, environnement) ;
- comité traitement, archivage et diffusion des données et technologie de l'information et de la communication ;
- comité développement institutionnel et ressources humaines (législation, organisation du système statistique, normes statistiques, cadre organique, formation, carrières) ;
- comité stratégies de financement, programmation et mécanisme de suivi et d'évaluation.

Article 12 : Le coordonnateur fixe la composition de chaque comité technique sectoriel.

Les membres de ces comités seront issus des ministères sectoriels et de l'institut national de la statistique.

Article 13 : Le coordonnateur peut faire appel à toute personne ressource.

Chapitre 3 : Dispositions diverses et finales

Article 14: Les frais de fonctionnement de la commission nationale d'élaboration de la stratégie nationale de développement de la statistique 2018-2022 sont à la charge du budget de l'Etat.

La commission nationale d'élaboration de la stratégie nationale de développement de la statistique 2018-2022 peut, toutefois, bénéficier des ressources provenant des partenaires au développement ou de tout autre donateur.

Article 15 : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel de la République du Congo.

Fait à Brazzaville, le 9 novembre 2018

Par le Premier ministre,
chef du Gouvernement,

Clément MOUAMBA

La ministre du plan, de la statistique
et de l'intégration régionale,

Olga Ghislaine EBOUKA-BABACKAS

Le ministre des finances et du budget,

Calixte NGANONGO

B -TEXTES PARTICULIERS

**MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET DE LA DECENTRALISATION**

NOMINATION

Arrêté n° 10590 du 7 novembre 2018. Sont nommés membres du comité d'experts de l'organisation internationale de police criminelle-interpol, les cadres dont les noms et prénoms suivent :

Noms et prénoms	Structures
MOULOUGUI (Rodrigue) GANDZIAMI (Victor)	Gendarmerie
YOYO (Etienne) ZONLELETH (Arnaud Bérenger)	Direction Générale de l'économie forestière
ADOUA-MBONGO (Aubrey Sidney)NZENZE PADDY (Daldine Patricia)	Ministère des affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger
NZINGOULA (Jean Claude) AKOLI (Emmani Saturnin)	Direction générale du commerce extérieur
MOUANDZA (Benjamin) SAKALA (Marc)	Agence de régulation des postes et des communications électroniques
KAMBA MAT MATANDA MANSSOUELA (Sylvain) MATOS MILANDOU MANZIKA (Félicité)	Ministère des affaires sociales et de l'action humanitaire
OPERA-KANGA (Christophe) AMONA (Annick Valia)	Agence nationale d'investigations financières
NTOUNDA OUAMBA (Franc Régis)	Justice
SIANARD Dorothée Florence MAKAMBILA née KOUBEMBA Marie Claire	Recherche scientifique
NGUIE Rodrigue Sabas KOMBO NTSIHOU Jean Bernard	Douanes